



# Lettre de L'Union des fédéralistes européens - Rhône-Alpes



**UEF – Rhône-Alpes**

c/o Europe Direct

13 Rue de l'arbre sec – 69001 Lyon

Tél.-Fax 04.78.72.09.70

Email : [jfbb\\_fr@yahoo.fr](mailto:jfbb_fr@yahoo.fr)

2009 - N° 2 - Mai

[www.europefederale.asso.fr](http://www.europefederale.asso.fr)

ISSN N° 1 767-9850

## En guise d'éditorial

Dans la perspective des élections européennes du 7 juin 2009, plusieurs organisations européennes ont décidé, à l'initiative de l'UEF, d'organiser des *auditions civiques des candidats désignés par les principaux partis politiques*.

Il s'agissait aussi de participer à l'effort général d'information et de promotion de la participation électorale que les pouvoirs publics n'ont pas suffisamment fait en France, après la débauche de moyens et de publicité dépensés à l'occasion de la Présidence française de l'Union européenne au 2<sup>o</sup> semestre 2008 ; moyens qui semblent s'être subitement taris le 31 décembre dernier ! Ces Auditions, étaient donc conçues comme un exercice civique et citoyen - *indépendant et en marge de la campagne politique* proprement dite. L'UEF Rhône-Alpes remercie ses partenaires, en premier lieu les *Jeunes Européens - Lyon*, mais aussi la *Maison de l'Europe de Lyon et du Rhône*, *Europe Direct Lyon Rhône-Alpes* et l'association *ARTEMIS*, de même que M. Bernard Fromentin, qui a accepté d'animer et de modérer cette soirée, et les candidats qui ont accepté notre invitation, en faisant ainsi

un indéniable succès sur lesquels nous revenons longuement dans ce bulletin.

Dans la poursuite des Auditions, L'UEF Rhône-Alpes est heureuse d'annoncer qu'elle organisera le 25 septembre à Lyon, la 4<sup>ème</sup>. « **Université d'automne des Fédéralistes européens de Rhône-Alpes** », dédiée cette année au thème du **Parlement européen** (son histoire, les résultats de la dernière législature, les objectifs de la législature 2009-2014, le rôle de l'*Intergroupe fédéraliste*, la stratégie des fédéralistes pour un gouvernement fédéral européen, etc. ; enfin, le Parlement européen comme exemple pour une Assemblée parlementaire des Nations unies). Cette Université d'automne (dont nous donnons ci-après le programme prévisionnel), qui pourrait précéder le lendemain l'Assemblée générale de l'UEF France, devra s'achever par une table ronde avec des Parlementaires européens, anciens et nouveaux élus, dont divers membres de l'*Intergroupe fédéraliste du Parlement européen*. Nous souhaitons vous y accueillir nombreux avec nos partenaires qui se joindraient à nous pour organiser « l'UAF 2009 ».

**Jean-Francis BILLION - Président**



A la tribune de gauche à droite :

François Alfonsi (*Europe Ecologie*), Fabienne Faure et Gilles Artigues (*Modem*), Bernard Fromentin (modérateur), Sylvie Guillaume (*PS*), Alain Malégarie (*UMP*) et Etienne Tête (*EE*)

## Sommaire :

- Editorial .....	P. 1
- Comité directeur du 23 avril .....	P. 2
- Colloque – « Les minorités ethniques, culturelles, religieuses » .....	P. 2
- Carton rouge à TF 1 et France 2 .....	P. 2
- Auditions citoyennes .....	P. 3
- Quel Président pour l'Europe ? .....	P. 6
- Les JE – Lyon ont rencontré deux candidates éligibles du PS .....	P. 7
- 1870, 1918, 1944, des dates mémorables... mais pas les seules ! .....	P. 8

## Calendrier fédéraliste :

- 7 JUIN – ELECTIONS EUROPEENNES et journées consulaires
- 23 juin Comité directeur UEF Rhône-Alpes et repas amical
- 27 juin Commission nationale UEF à Lyon
- 15 juillet Rencontre *Intergroupe fédéraliste* / UEF à Strasbourg
- 25 septembre - « Université d'automne des Fédéralistes de Rhône-Alpes » à Lyon

**VOTEZ et FAITES VOTER AUX ELECTIONS EUROPEENNES DU 7 JUIN - Merci**

## Compte-rendu du Comité directeur du 21 avril 2009

Une douzaine de membres du Comité directeur se sont réunis le mardi 21 avril, date à laquelle ont été cooptés à l'unanimité en son sein deux nouveaux membres, Philippe Agostini, et, Romain Blachier. L'ordre du jour, et le compte-rendu de la réunion ont également été adoptés à l'unanimité.

### Activités du 1<sup>o</sup> semestre :

- Jean-Paul Truchet a évoqué le Mondial du Rugby à Vienne où les fédéralistes ont été présents du 11 au 13 avril ;
- 26 février, conférence de Jean-François Billion à la Maison de l'Europe sur le *Comité français pour la Fédération européenne* créé à Lyon en juin 1944 et ancêtre de l'UEF ;
- 25 mars, date anniversaire du Traité de Rome, stand de l'UEF et des JE sur le marché Jean Macé à Lyon 7<sup>o</sup> ;
- 26 mars délégation de l'UEF RA à Grenoble pour un rassemblement sur le thème des élections européennes organisé par la délégation française du Parlement européen et l'*Université populaire européenne de Grenoble*, en présence du Président du PE et de parlementaires européens sortants ;
- 20 avril nous avons organisé à ED une conférence de presse pour présenter les auditions du 30 avril.

Un large point a été également fait sur la préparation des Auditions et, à sa suite, sur l'Université d'automne des fédéralistes qui se tiendra le vendredi 26 et peut-être aussi le samedi 27 septembre sur le thème du Parlement européen, mais également sur les nombreuses actions engagées pour le 2<sup>ème</sup> trimestre : affichages avec les JE au mois de mai, stands à Vienne ou à Lyon, à l'occasion de la Fête de l'Europe du 9 mai, aux Fêtes consulaires...

Le prochain Comité directeur se réunira le **mardi 23 juin** à 18 h 30 et sera suivi d'un repas amical auquel tous les adhérents, de même que ceux des *Jeunes Européens – Lyon* seront conviés afin d'échanger sur les résultats des élections européennes.

**Jean-Luc PREVEL**

**Secrétaire général**

### Lyon - Colloque : « Les minorités ethniques, culturelles et religieuses »

Les 23 & 24 avril 2009 s'est tenu à l'*Université catholique de Lyon* un séminaire international sur le thème « **les minorités ethniques, culturelles et religieuses** », sous l'égide de la Chaire UNESCO dont le titulaire est notre ami le Professeur Joseph Yacoub, auteur de nombreux ouvrages sur les minorités dans le monde et la question des Droits de l'homme. Ce séminaire a réuni des universitaires de haut niveau venus de tous horizons. Les contributions nous ont conduit de l'Asie du Sud-est à l'Asie centrale en passant par le Moyen-Orient, le Rwanda, de l'éducation des peuples autochtones au statut des Roms en passant par le renouveau du franco-provençal.

L'UEF Rhône-Alpes, invitée à ce séminaire qui fera l'objet d'une publication en 2010, y a été représentée par Jean-Luc Prevel, son secrétaire régional.

### Elections européennes : Carton rouge à TF1 et à France 2



Les *Jeunes Européens - Lyon*, après avoir produit [une résolution sur le trop faible intérêt des médias français pour les affaires européennes](#) adressent un **carton rouge symbolique** à la politique des deux principales chaînes de télévision, TF1 et France 2.

En effet, au lieu de consacrer la soirée du 7 juin aux résultats des élections européennes en proposant une soirée électorale, les deux premières chaînes françaises vont **se contenter du minimum** au soir du 7 juin.

Alors même que les élections européennes permettent d'élire 72 représentants français au Parlement européen, députés qui auront une influence sur le futur de 500 millions de citoyens et contribueront à la production d'une très large part de la législation française, les deux chaînes françaises n'ont pas jugé pertinent de parler, pour une fois, des enjeux européens.

Même si la participation s'annonce faible, seule information relative à ces élections que l'on peut d'ailleurs entendre à seulement 3 semaines du scrutin, les *Jeunes Européens – Lyon* estiment que ce n'est pas une raison pour **délaisser le débat politique** européen.

France 2, chaîne du service public, va **sacrifier l'intérêt général**, qu'elle est censée défendre, sur l'autel des séries américaines. Le même soir, TF1, qui voue un véritable culte à l'argent, ne diffusera qu'un flash-info de quelques minutes sur les résultats, entre 2 épisodes d'une série américaine à fort succès. France 3 diffusera, quant à elle, une édition spéciale du Soir 3, mais rien de plus.

En conséquence, la seule solution pour assister à une soirée spécialement consacrée aux seules élections de l'année 2009, sera de se tourner vers les chaînes d'information de la TNT : L-TV et BFM TV.

Les *Jeunes Européens - Lyon* adressent donc un carton rouge à TF1 et à France 2 qui ont choisi la politique de la rentabilité sur la politique de l'information.

## AUDITIONS CITOYENNES des ÉLECTIONS EUROPÉENNE DE JUIN 2009

Le 30 avril, à la Mairie du 3ème arrondissement de Lyon, étaient à la tribune : François Alfonsi, porte-parole de la *Fédération Régions & Peuples solidaires* (regroupant la majeure partie des organisations régionalistes et autonomistes démocratiques) et n° 2 sur la liste *EUROPE ECOLOGIE* ; Fabienne Faure, n° 2 de la liste *MODEM* ; Gilles Artigues, n° 3 de la liste *MODEM* ; Bernard Fromentin, modérateur des Auditions ; Sylvie Guillaume, n° 2 de la liste *PS* ; Alain Malégarie, porte-parole de la tête de liste *UMP* ; et, Etienne Tête, n° 6 d'*EUROPE ECOLOGIE*. Nous regrettons que Françoise Grossetête, tête de liste *UMP*, retenue à Varsovie par une réunion du *Parti populaire européen*, n'ait pu participer de même qu'un autre de ses colistiers (mais la liste *UMP* n'avait pas encore été officialisée !) et que Farida Boudaoud, n° 4 sur la liste *PS*, ait dû annuler sa participation peu avant le début des Auditions. Ces absences, et le recours pour la liste *UMP* à un porte-parole, ont rendu plus difficile le déroulement des débats, et compliqué le rôle du modérateur et la répartition des temps de parole.

Jean-François Billion et Benoît Courtin, Présidents de l'*UEF Rhône-Alpes* et des *JE - Lyon*, ont introduit la réunion à laquelle ont participé plus de 180 participants. Les représentants des autres associations co-organisatrices sont eux aussi intervenus afin de poser, à tout de rôle pour poser la question de leur mouvement.

Les questions posées aux 7 intervenants ont été réparties en trois séances.

- *autoprésentation des candidats*

Chaque candidat a du répondre, en trois minutes, à trois questions posées par le modérateur et portant sur leur engagement européen et la manière dont ils pensaient exercer leur mandat :

- qui êtes-vous ?
- pourquoi un engagement européen ?
- êtes vous personnellement favorable à ce que le mandat européen, soit un mandat unique ?

- *questions des associations invitantes*

Chaque personne auditionnée ayant eu à tour de rôle deux minutes pour répondre à chacune des questions suivantes.

Jean-Paul Truchet, secrétaire de l'*UEF-France* : « *Le Parlement européen, seule institution européenne démocratiquement élue au suffrage universel direct, est habilité à orienter et contrôler la gouvernance de l'Union européenne.*

*Le Président de la Commission européenne ne doit plus être nommé dans le huis clos du Conseil européen.*

*L'article 17 du Traité de Lisbonne reconnaît clairement qu'il doit être choisi « compte tenu des élections du Parlement européen et qu'il doit obtenir une majorité qui le soutienne au Parlement ». Etes-vous d'accord pour que les partis européens, sans attendre la ratification du Traité de Lisbonne, proposent leur candidat à la présidence de la Commission ? En bref, quel est votre candidat à la présidence de la Commission ? »*

Benoît Courtin, Président des *Jeunes européens - Lyon* : « *Vous n'êtes pas sans savoir que le budget européen se réduit comme peau de chagrin à chaque renégociation. Vous aurez à connaître lors de votre mandat l'élaboration du prochain budget. Vous engagez-vous à augmenter le budget européen et notamment la part liée à la mobilité des jeunes ? En effet, la bourse Erasmus se révèle trop faible pour être ouverte à tous ».*

Daniel Hulas Président de la *Maison de l'Europe de Lyon et du Rhône - Centre d'Information Europe Direct Rhône-Alpes* : « *Face à la crise économique et financière, faut-il une coordination européenne des plans de relance nationaux ? Comment voyez vous le rôle de l'Union européenne ? ».*

Alain Réguillon, Ancien Président du *Centre d'information Europe direct Lyon/Rhône-Alpes* (rue de l'arbre sec) : « *Dans quelques semaines vous serez élu(e)s au Parlement européen. A la différence des membres de l'Assemblée nationale, vous ne devrez pas ni ne pourrez jouer le rôle d'assistant(e) social(e) de vos électeurs ; la taille de la circonscription sud-est ne le permettant pas. Quelles démarches, quelles procédures, quelles actions envisagez vous pour garder le contact avec vos électeurs, et pour développer le citoyenneté européenne dont vous allez être le (la) garant(e) ? »*

Cédric Sillitto, Président de l'association *Arthémis* : « *Selon vous, l'Union européenne a-t-elle une vocation sociale ? Si oui, la remplit-elle à ce jour ? »*

- *questions du public*

La parole a enfin été donnée à la salle pour une série de questions posées nominalement à tel(le) ou tel(le) des candidats. Ces diverses questions ont porté sur les sujets suivants, complétant ainsi les thèmes déjà abordés : les tâches du futur Haut Commissaire chargé des affaires extérieures, la règle de l'unanimité et les possibilités d'évolution vers des prises de décision selon des règles à définir de majorité qualifiée au Conseil européen, les modalités nationales ou européennes de la fixation des taux de TVA, les modalités d'éventuels impôts européens -en complément ou en remplacement des impôts nationaux, la place à donner à la créativité dans la politique culturelle européenne, le développement des réseaux de transport par TGV et fluvial, enfin, une membre de l'*Union féminine civique et sociale* a posé une importante question sur la question du mandat européen / mandat unique.

Une soirée d'information dense et réussie, malgré la décision des organisateurs de se limiter à auditionner des candidats des 4 principales formations politiques nationales et leur refus de donner une tribune à toute liste antidémocratique ou souverainiste, de droite ou de gauche, et les menaces de perturbations émanant de certaines d'entre elles. Une opération, lancée par l'*UEF France*, et menée également dans d'autres métropoles régionales, en particulier la veille à Clermont-Ferrand, et sous des formes voisines dans d'autres villes comme Rennes, Rouen, Strasbourg ou Toulouse... Une opération, enfin, dont l'*UEF* s'efforcera de tirer parti dans ses relations avec les futurs eurodéputés du Grand Sud-est tout au long de leur mandat, par exemple, en les conviant régulièrement à des réunions publiques pour rendre compte de leur activité parlementaire.



## Compte-rendu de Benoît COURTIN (extraits)

Président des *Jeunes Européens - Lyon*

### Réponses détaillées des candidats aux questions des organisateurs



(...) L'audition a commencé par une présentation de chacun des candidats en 3 minutes au cours de laquelle ils devaient exposer les motivations de leur candidature et démontrer leur engagement européen. Ils devaient aussi répondre à une question liée au cumul des mandats. Sylvie Guillaume et Fabienne Faure ont précisé que si elles étaient élues, elles ne redemanderaient pas les suffrages des Rhônalpins aux prochaines élections régionales. Mais elles ont aussi précisé qu'elles finiraient leur mandat de conseillère régionale. Sylvie Guillaume, aussi adjointe au Maire de Lyon, a indiqué qu'elle souhaitait garder un pied dans les affaires locales pour ne pas se déconnecter des réalités de terrain. Le moment venu, elle redéfinira sa mission avec le Maire de Lyon. François Alfonsi a, quant à lui, expliqué pouvoir gérer sans difficulté sa commune corse d'une centaine d'habitants et son statut de député européen.

#### Questions des organisations invitantes

Une fois les présentations faites, la première question, celle de l'UEF Rhône-Alpes, a été posée. « Quel est votre candidat à la présidence de la Commission ? »

- La liste *Europe Ecologie* n'a laissé sortir aucun nom. Mais ils ont laissé entendre qu'en fonction du rapport de force au soir du 7 juin, il n'était pas exclu qu'il proposent un candidat contre le suivisme de Barroso, qui est un président « détestable ».
- Le *Mouvement Démocrate* a exprimé une déception vis-à-vis de la présidence de Barroso qui a été selon eux « trop libéral sur certains fronts et trop timide sur d'autres ». Tout en regrettant le temps de Jacques Delors, Gilles Artigues a tout de même avancé trois noms de personnalités susceptibles de satisfaire les *Démocrates* : Jean-Claude Juncker, Guy Verhofstadt ou Mario Monti.
- Du côté du *Parti Socialiste*, Sylvie Guillaume a émis le souhait de « trouver un nouveau Jacques Delors ». Dénonçant elle aussi le mandat de Barroso en l'assimilant à un « symbole de l'impuissance » qui a

donné une « mauvaise image de l'Europe », elle a critiqué le fait que, selon elle, la Commission n'ait donné aucune impulsion pour coordonner les différents plans de relance de l'économie. Elle a enfin annoncé le nom du candidat du *Parti Socialiste Européen* : le Danois Poul Nyrup Rasmussen.

- Le représentant de l'*UMP* a toutefois rappelé que le Président Barroso était un homme de consensus capable de faire travailler ensemble des personnalités de différentes sensibilités en s'appuyant sur l'actuelle composition de la Commission. Il a enfin souligné l'importance du travail de la Commission sortante avec la mise en place, par exemple, d'un fond européen d'ajustement à la mondialisation doté d'un milliard d'euros.

La deuxième question était relative au budget de l'Union européenne et à la mobilité en Europe. Les *Jeunes Européens - Lyon* ont demandé aux candidats s'ils s'engageaient d'une part à augmenter le prochain budget de l'UE et d'autre part à augmenter la part du budget consacrée aux différents programmes de mobilité.

- Fabienne Faure, pour la liste du *Mouvement Démocrate*, a émis l'idée de la création d'un impôt européen unique qui fonctionnerait sur la base de prélèvements sur les transactions boursières ou financières. Selon elle, ceci permettrait de relever le niveau du budget européen aujourd'hui bien trop faible. Ainsi donc, l'UE pourrait mieux financer la mobilité et créer de nouveaux programmes notamment pour les apprentis ou les jeunes travailleurs. Elle a aussi souligné l'importance de se retrouver en immersion dans une autre culture le plus tôt possible.
- Sylvie Guillaume a déclaré que le budget européen était trop faible et ne donnait donc pas les moyens à l'UE d'agir. Selon elle, cet état de fait a un impact sur la mobilité et donc sur la capacité d'être un « vrai jeune européen ». Selon le *Parti socialiste* toujours, le budget général de l'UE doit être doublé en ayant recours, notamment, à des emprunts ce qui permettrait d'élargir le champ d'action de l'Europe aussi aux non européens. La candidate a enfin proposé la création d'un Erasmus pour les travailleurs en reconversion.
- Du côté de l'*UMP*, l'augmentation du budget européen est aussi une nécessité. Le représentant de la liste de centre droit a aussi demandé de redéployer les solidarités.
- Pour les représentants de la liste *Europe Ecologie*, le budget de l'UE doit être augmenté pour ne plus que l'Europe soit un « nain budgétaire ». Les candidats proposent de lutter contre les paradis fiscaux, de se doter de politiques fiscales et de créer un impôt européen au titre de la politique de l'environnement qui, selon eux, sera plus efficace que les quotas de CO<sub>2</sub>.

La troisième question, celle de *Europe Direct Lyon Rhône-Alpes*, concernait le contact entre le député européen et ses électeurs dans une si vaste circonscription, et donc globalement le thème de la communication.

- Le représentant de la liste *UMP* a reconnu que le travail de député européen est « un job à plein temps » puisque le travail du député européen ne s'arrête pas aux séances plénières et aux commissions. Il a prétendu que le droit d'initiative devait aller au Parlement Européen pour que les citoyens puissent se saisir des enjeux européens à travers leurs députés.

- Pour la liste *Europe Ecologie*, la circonscription est trop compliquée en terme de communication. Selon eux, il faut aller dans le sens du fédéralisme et laisser plus de place aux régions qui ont un poids. Selon François Alfonsi, « l'Europe doit faire tomber le mur Jacobin » qui empêche les régions françaises d'avoir un poids plus important comme les régions allemandes ou espagnoles.
- Pour le *Mouvement Démocrate*, il faut que les députés se déplacent dans les différents Etats pour aller au devant des citoyens, écouter les bonnes pratiques et voir les bonnes politiques publiques. Fabienne Faure a souligné l'importance de la transparence dans le processus décisionnel européen et a prôné l'instauration d'une réelle transparence des décisions au Conseil en utilisant par exemple les nouvelles technologies. Selon l'élue de l'Ain, il faut aussi annoncer les futures déléguations au préalable aux citoyens pour créer un débat en impliquant davantage les associations sur le terrain.
- Enfin, le *Parti Socialiste* indique qu'il faut une meilleure coordination entre le travail de parlementaire et la très grande circonscription. Pour Sylvie Guillaume, il faut recevoir les personnes, relayer les demandes et formuler un retour de son action aux citoyens. Il faut, a-t-elle rajouté, « rendre compte de son mandat, donner un espace de discussion et solliciter la société civile ».

L'avant dernière question est celle de la *Maison de l'Europe de Lyon et du Rhône*. Comment mieux coordonner les différents plans de relance, comment affronter la crise ?

- Etienne Tête a d'abord rappelé que nous traversons plusieurs crises : une crise de matière première, qui selon lui a une part de responsabilité dans la crise financière, et une crise écologique. De ce fait, *Europe Ecologie* propose d'« écologiser l'économie » en agissant sur les transports et sur l'isolation des bâtiments. Il faut, selon lui, faire un « Bruxelles de l'environnement ».
- Alain Malégarie a rappelé toute l'énergie mise dans la gestion de la crise par la Présidence française de l'UE. Après avoir salué le travail du Président de la République sur la gouvernance économique à travers les différents sommets, le porte-parole de Françoise Grossetête a indiqué qu'un plan de relance européen est un objectif et qu'il faut continuer la coordination menée pendant la Présidence française. Il a enfin souligné le fait qu'un plan de relance européen à proportion de richesses signifierait une participation financière de l'Allemagne à hauteur de 34 % et que ceci n'était pas envisageable.
- Sylvie Guillaume a répondu qu'il fallait plus de volontarisme et qu'il fallait donner des directions concrètes à l'économie. Selon elle, le G20 n'a pas atteint ses objectifs bien que tout ne soit pas à jeter. Elle soutient qu'il faut donner de nouvelles normes pour tous les acteurs de l'économie et développer une croissance innovante ayant l'environnement à son cœur. Selon l'élue lyonnaise, il y a 10 millions d'emplois à créer dans le secteur de l'écologie.
- Pour le *Mouvement Démocrate*, Gilles Artigues a d'abord rappelé un sondage récent qui demandait sur qui comptaient les citoyens pour sortir de la crise. Le résultat du sondage indique que les citoyens comptent d'abord sur eux-mêmes puis sur l'Europe. Pour le candidat du *Modem*, l'Europe est donc attendue sur ce sujet et ne doit pas se tromper. Il faudrait alors, pour le *Mouvement Démocrate*, lancer un plan de relance adossé sur un emprunt avec solidarité entre les Etats à

hauteur de 3 % du PIB européen. Cela permettrait de mettre aux normes les bâtiments ouverts au public. Pour les démocrates, il faut créer une croissance verte, faire une harmonisation fiscale européenne, supprimer les stock-options dans les grandes entreprises, instaurer une charte de principes pour le monde financier et bancaire et enfin, Gilles Artigues a proposé de mettre en place un système monétaire international.

La dernière question, celle de l'association stéphano-lyonnaise *Artemis* touchait à l'aspect social de l'Union européenne. L'Europe a-t-elle une vocation sociale et si oui laquelle ?

- Pour Sylvie Guillaume, l'Union européenne a véritablement une vocation sociale. La protection des citoyens et la lutte contre les inégalités doit être une priorité avec en ligne de mire l'amélioration de la qualité de vie des citoyens européens. Il faut, selon Mme Guillaume, travailler davantage sur les inégalités entre hommes et femmes. Elle rappelle aussi que le *Parti Socialiste* propose la mise en place d'un pacte européen sur le progrès social avec l'objectif de protection de la personne. Enfin, il faut, selon elle, travailler à une définition du service public européen et garantir un accès universel aux services publics.
- Alain Malégarie, pour la liste de Françoise Grossetête, a rappelé toute l'importance des fonds européens en matière sociale. Il a aussi rappelé l'allongement de la durée minimum du congé maternité à 18 semaines. Il a enfin abordé la question de l'alignement des salaires en se demandant sur quel pays il fallait s'aligner.
- *Europe Ecologie* souligne l'importance de la redistribution qui permet selon eux une égalité sociale plus forte. Les candidats s'engagent à travailler au niveau européen sur la question du minimum salarial, sur la question des retraites et sur un nombre d'heures minimum de travail. Ils veulent aussi créer un impôt sur les produits qui entrent sur le territoire de l'Union européenne pour favoriser le développement des pays du tiers-monde et redistribuer les gains retirés du processus.
- Enfin, pour le *Mouvement Démocrate*, « l'Europe est aussi une question de cohésion sociale et de solidarité ». Les *démocrates européens* souhaitent mettre en œuvre un plan de convergence sociale pour faire converger tous les pays vers un même niveau de vie. Fabienne Faure a appelé à renforcer les garanties des travailleurs face au marché unique et à assurer l'égalité des chances en Europe à travers les services d'intérêt général. Elle a enfin souhaité que l'Europe aide davantage les pays du tiers-monde notamment pour qu'ils retrouvent une agriculture vivrière (...)

A l'issue de la soirée, 8 pactes européens ont été récupérés par les *Jeunes Européens - Lyon* parmi les différents candidats présents dans la salle et à la tribune.

VENDREDI 25 SEPTEMBRE 2009

4<sup>e</sup> Université des Fédéralistes de Rhône-Alpes

LE PARLEMENT EUROPEEN  
histoire,  
stratégie des fédéralistes  
pour un gouvernement fédéral européen,  
stratégie de l'UEF et des JEF,  
le PE et une Assemblée parlementaire de l'ONU

et

TABLE RONDE AVEC DES DEPUTES EUROPEENS

## Quel président pour l'Europe ?

L'UEF Rhône-Alpes a reposé la même question le 11 mai aux *blogueurs* du blog lyonnais *Eurogaules* : Etienne Tête (*Les Verts*), Jérôme Manin (*UMP - Parti radical*), Stéphane Sacquépée (*Modem*) et Romain Blachier (*PS*). Nous publions ci-après leurs réponses.



### Etienne Tête (*les Verts*)

Il faut une autre majorité pour faire une autre politique ! Pour mémoire, Daniel Cohn-Bendit, avait proposé le mardi 18 novembre à Strasbourg une motion de censure à l'encontre de la Commission Barroso, en raison de la part de responsabilité qu'elle porte dans la crise financière. Les eurodéputés étaient invités à voter «une motion de censure sur la Commission qui ne nous explique pas pourquoi elle nous dit aujourd'hui le contraire d'il y a un an à propos de la régulation des marchés financiers et des politiques de relance économique».

Les *Verts* au parlement européen sont très clairs, ils sont à l'origine d'une campagne "Stop Barroso!", contre la réélection du Président de la Commission européenne.

Les *Verts* sont en campagne pour des élections européennes. L'objectif est de faire le meilleur score le 7 juin prochain pour obtenir le plus grand nombre possible de députés au Parlement européen de Strasbourg. Cette question est fondamentale. Du résultat de ce vote dépendra la constitution de la majorité politique du Parlement européen. Du choix de cette majorité dépendra le choix du président du Parlement mais aussi de celui de la Commission européenne... et de son Président.

### Jérôme Manin (*UMP-Parti radical*)

De l'information avant tout :

<http://www.eu2009.cz/fr/news-and-documents/news/statement...> L'affaire n'est pas encore dans le sac.

On se rappellera en préambule que le premier verbe prononcé par la leader national de la gauche française Ségolène Royal quelques minutes après les résultats des dernières élections présidentielles est "S'OPPOSER" donc dans la mesure où s'opposer est la ligne de conduite d'une grande partie de l'électorat français, il n'est pas raisonnable d'envisager une fois la première opposition passée que le programme qui suit ne soit pas encore

s'opposer et s'opposer encore. C'est ainsi sans surprise que l'on attendra une réponse a priori à la question.

Le Parlement européen est une chose : [http://www.europarl.europa.eu/news/public/default\\_fr.htm](http://www.europarl.europa.eu/news/public/default_fr.htm) nous votons le 7 juin pour les députés qui vont le constituer, la Commission européenne en est une autre : [http://ec.europa.eu/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/index_fr.htm).

L'élection du Président de la Commission ne saurait précéder celle du Parlement, de la même manière lors des présidentielles françaises nous votons pour un président, lors des législatives pour des députés, dans aucun des deux cas pour un premier ministre ! Chaque chose en son temps. Vouloir passer outre les processus mis en place est aussi une opposition à l'Europe.

Maintenant si la question posée est un chiffon rouge de plus pour déclencher un réflexe pavlovien anti Barroso de la gauche française, c'est sans intérêt, anti-européen et parfaitement improductif.

### Stephan sacquépée (*MODEM*)

La capacité d'action : nombreux sont ceux qui pensent qu'avec un homme de poids comme Jacques Delors l'Europe aurait une capacité à lancer de grandes réformes (emprunt européen pour une politique de grands projets par exemple).

La lisibilité du scrutin : est-ce que tous ces partis vont finalement voter pour le même candidat au poste de président ? Quelles sont les différences *UMP / PS / MODEM / VERTS* ?

Alors qui est le candidat du *Mouvement Démocrate* ? Plusieurs noms de soutien ont circulé comme Wolfgang Schäuble, Guy Verhofstadt ou Mario Monti. Nous n'avons pas un candidat "témoin" ; nous souhaitons une alternance politique à la Commission. Pour faire du Peillon dans le texte, vraiment peu importe le candidat s'il s'agit d'un candidat du centre (centre/gauche ou droit). Il faut constater le très mauvais bilan de Barroso et passer à autre chose. J'ai une préférence personnelle pour Mario Monti qui a initié la procédure européenne contre Microsoft - Sanction historique de 497 millions d'euros / un exemple concret et rare du poids politique européen.

Mais derrière le choix du Président se pose aussi la question du débat européen (son inexistence). Nous proposons plus de transparence pour que chaque texte européen soit rendu public trois mois avant son vote. Que les réunions du Conseil européen soient publiques et mises en ligne sur internet. Il est nécessaire que les citoyens reprennent leur place dans le débat européen. Les fondateurs de l'Europe ont construit une Europe pour les citoyens, nous devons passer à l'étape d'après : l'Europe avec les citoyens.

### Romain Blachier (*Parti socialiste*)

Intéressante question qui démontre les progrès de la démocratie européenne : si on se pose la question de la gouvernance européenne et du leader de celle-ci, c'est qu'il y a aujourd'hui un enjeu politique majeur. Une partie de la droite européenne essaye d'ailleurs d'esquiver le débat sur la gouvernance actuelle de Barroso. On n'a pas assez dit que si l'Europe menait

parfois des politiques pas toujours favorables au social, c'est que sa direction était essentiellement assurée par la droite européenne majoritaire, que si sa construction politique n'allait pas si bien c'est que son Président de Commission est d'abord atlantiste avant d'être européen. Et son éventuelle réélection, où il devrait compter sur le très eurosceptique nouveau groupe constitué par la droite britannique, polonaise ou les post-fascistes italiens ne va pas arranger les choses.

Le *Parti socialiste européen (PSE)*, qui regroupe les socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes européens a un candidat: **Poul Nyrup Rasmussen**. Certes quelques voix se sont prononcées pour le maintien de Barroso

mais elles sont très minoritaires, y compris chez elles et essentiellement pour des raisons locales (Portugal ou Espagne) ou d'atlantisme (Grande-Bretagne). Rasmussen est un social-démocrate danois. Il préside le *PSE* depuis 2004 et a été premier ministre de son pays. Fervent européen, il avance avec un programme d'intégration politique, de justice sociale, de dynamisme économique et de souci de l'environnement. Son élection pourrait redonner du souffle à l'idée européenne et réconcilier les citoyens avec une Commission qu'ils sentent distante et éloignée de leurs intérêts quotidiens.

## Les *JE - Lyon* ont interviewé deux des candidates éligibles de la liste *PS*

**Sylvie GUILLAUME est Conseillère régionale Rhône-Alpes et Adjointe au Maire de Lyon en charge des affaires sociales, de la santé et du handicap**

**Farida BOUDAUD est Conseillère régionale Rhône-Alpes, déléguée à l'apprentissage. Elue municipale à Décines (69), elle est Adjointe au Maire en charge du logement et des relations internationales**

Propos recueillis par **Jérémy PEREZ, pour le *Taurillon***, la suite des questions et les réponses peut être trouvées sur [www.taurillon.org](http://www.taurillon.org) et sur [Le blog des JE - Lyon](#)

### *JE - Lyon : Comment concevez-vous le rôle d'une eurodéputée ?*

**Sylvie Guillaume et Farida Boudaoud :** L'eurodéputé(e) est aujourd'hui le lien démocratique nécessaire entre l'Europe et les citoyens. En plus d'un travail de fond, le travail de terrain est indispensable afin de rester en phase avec les évolutions de la société. Cela implique une présence en commission et en session, mais aussi d'être active en dans la circonscription pour répondre aux demandes des citoyens, mais aussi pour parler, informer et expliquer aux citoyens les actions menées par l'Union européenne.

### *JE-L : Cette campagne européenne est-elle celle du PS français ou celle du PSE ?*

**SG :** C'est une campagne résolument européenne, avec un programme européen, le Manifeste, élaboré par l'ensemble des socialistes européens, et donc défendu par les 27 partis socialistes européens. Ce programme commun traduit une volonté de changement politique qui va au-delà des bonnes intentions. Cela passe par exemple par la défense d'une directive cadre sur les services publics au niveau européen. Cette campagne est donc d'abord celle du *PSE*, et le *PS* français y participe très activement en défendant des propositions qui précisent et complètent le Manifeste.

Un programme européen élaboré par l'ensemble des socialistes européens

**FB :** La dimension européenne de cette campagne est d'autant plus forte que l'issue du vote du 7 juin prochain déterminera la majorité au Parlement européen et le Président de la Commission européenne. Cette dimension politique de l'Europe est parfois difficile à appréhender, mais elle est aujourd'hui nécessaire. Et pour cela, le *PSE* souhaite qu'une majorité progressiste se forme au Parlement européen, pour une Commission de gauche qui serait dirigée par Poul Nyrup Rasmussen, actuel président du *PSE*.

### *JE-L : Les Jeunes Européens - France ont élaboré un pacte à destination des candidats. Par ce pacte, ceux-ci s'engagent à réaliser une campagne vraiment européenne, à une assiduité au parlement, etc. Acceptez-vous de signer ce pacte ?*

**SG :** J'accepte de signer ce pacte. Il est évident que les enjeux européens doivent être au centre de cette campagne, mais il ne faut pas pour autant nier l'existence du local. Au contraire, je pense que les enjeux européens, nationaux et locaux sont fortement liés, et c'est une façon de rapprocher les citoyens de l'Union européenne que de leur montrer la force d'action de l'Europe près de chez eux. Ainsi, en Rhône-Alpes, les fonds européens pour les programmes 2007-2013 représenteront de façon certaine 1,2 milliards d'euros pour les crédits affectés. Ces investissements témoignent de l'importance de l'action de l'Europe pour le développement des territoires.

**FB :** J'accepte également de signer. L'Europe aujourd'hui a besoin d'un Parlement fort qui puisse lui donner une visibilité démocratique et une réelle puissance d'action. Pour cela il faut que les Députés européens soient visibles, audibles et donc présents. Donc je m'y engage évidemment. Et pour souligner notre ancrage européen, le *PS* français adhère automatiquement à un parti européen, le *PSE*. Ce qui n'est pas le cas de tous les partis, à l'exemple de l'*UMP*.

**D'autres interviews, de candidats d'autres listes et d'autres régions, sont publiées sur le site du *taurillon***

## 1870-1914-1939, des dates mémorables...

Des dates que l'on nous demande de retenir dès le primaire. Et cependant elles concernent des conflits entre les peuples français et allemand. Que dis-je ? Entre les gouvernements des deux nations. Le peuple en général ne cautionne pas les guerres, à moins que le sentiment nationaliste ne soit porté à son extrême par une habile propagande.

Le président Sarkozy a tenu, le 8 mai dernier, à se rendre sur les plages de débarquement des troupes alliées et françaises en Méditerranée. Il paraît qu'aucun Président de la République n'avait jusqu' à cette date fait cette démarche officielle.

Mais il faisait alors mémoire de la fin des hostilités et rendait hommage à ceux qui avaient participé à ces combats. L'accueil de la population et des vétérans, venus nombreux, pour le rencontrer, marqueront ce quinquennat. Faire mémoire est toujours apprécié et ce geste n'est sans doute pas sans arrière pensée, mais il aura le mérite de l'avoir entrepris.

Dans son allocution empreinte de patriotisme et même d'une pointe de nationalisme..., il a su très bien mettre l'accent sur l'horreur de la guerre, et sans doute était-il sincère. Mais il n'oublia pas de flatter les performances de l'armement de la France. Et cependant le fameux porte avions « Charles de Gaulle », n'était pas présent au rendez-vous !... Il fit aussi

## ... mais pas les seules !

remarquer que tout cet armement était mis à la disposition de la défense de la nation, si besoin était, et au service de la Paix dans le monde.

Ce qui n'est pas dit c'est le coup exorbitant d'un armement qui pourrait être encore plus performant s'il s'inscrivait dans le cadre d'une défense européenne. Et cependant, après avoir été en 1954 les promoteurs de la CED (Communauté européenne de défense), le vote de la France l'a « torpillée ».

Le Président a rappelé, sans les nommer, les grandes figures qui après le dernier conflit ont œuvré pour la PAIX... Et, à quelques semaines des élections européennes, il n'a pas dit un mot sur les institutions européennes qui, malgré leurs imperfections, nous ont assuré plus de 50 années de PAIX, en apprenant aux hommes à vivre ensemble.

**Donc, une autre date, celle la oubliée. Celle du 9 mai 1950, lorsque Robert Schuman proposa la création de la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier). C'était le début d'une aventure..., l'unification européenne, qui n'est pas terminée et dont il faut aussi faire mémoire, afin de ne pas oublier.**

René CASSIER

### Les fédéralistes français en ligne :

UEF France :

[www.europefederale.asso.fr](http://www.europefederale.asso.fr)

JE France :

[www.jeunes-europeens.org](http://www.jeunes-europeens.org)

Le Taurillon :

[www.taurillon.org](http://www.taurillon.org)

Presse fédéraliste :

[www.pressefederaliste.eu](http://www.pressefederaliste.eu)

### Les fédéralistes français ne sont pas seuls au monde :

l'U.E.F. supranationale (Bruxelles) :

[www.federal.europe.org](http://www.federal.europe.org)

JEF Europe (Bruxelles) :

[www.jef-europe.net](http://www.jef-europe.net)

World Federalist Movement (New York) :

[www.wfm.org](http://www.wfm.org)

**Renouvelez sans attendre vos cotisations 2009 - Merci d'avance  
Nos adhérents qui ne l'ont pas fait à ce jour trouveront un bulletin dans cet envoi**

« **Couscous, tajine... ou autre repas fédéraliste** »

**23 JUIN - 20 H.**

A l'issue de notre Comité directeur, le MARDI 23 JUIN à 20 H., nos adhérents et ceux des *JE - Lyon*, sont conviés, à un repas amical au restaurant

**LE MONTANA - 53 Rue du bon pasteur - 69001 Lyon (100 m. du métro Croix-Rousse)**

**Prix € 23,70 tout compris - Prière de vous inscrire (mail, courrier, tél. avant le 15 juin)**

Nous pourrons y faire le point sur les ELECTIONS EUROPEENNES,  
les ACTIONS MENEES OU FUTURES... DEVANT L'UNE DES PLUS BELLES VUES DE LYON

### **Permanence... Adresse postale...**

Tous les mardis de 18 à 19 h. 30

Europe-Direct, 13 rue de l'Arbre sec 69001 Lyon (métro Hôtel de ville)

**Lettre de l'UEF Rhône-Alpes - Imprimerie L'INTERFACE - 48 Rue Decomberousse - 69100 Villeurbanne**